

MV.

Ministère de la Justice - Raad van State Ministère de la Justice - Raad van State
17 ¹ DEC 1977
Transmis à M. Ministère de la Justice

Coordination

L.12.954/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 14 octobre 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les protêts", a donné le 7 novembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e oktober 1977 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het protest", heeft de 7e november 1977 het volgend advies gegeven :

13. DEC. 1977

EXPOSE DES MOTIFS.

A l'énumération des textes qui concernent les protêts, il y a lieu d'ajouter la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, dont les articles 3, 5, 13 et 17 intéressent la matière.

EXAMEN DU TEXTE.

Au préambule, la mention de l'avis du Conseil d'Etat est superflue ^{également} puisque l'avis doit être joint à l'exposé des motifs.

*

* *

Article 2.

Cet article pourrait être présenté comme suit :

"Article 2.-

Le protêt doit être fait :

- au domicile indiqué ...
- au domicile des personnes ...
- au domicile du tiers ...".

.../...

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 3.-

L'acte de protêt ainsi que les copies requises par la présente loi sont faits au moyen d'un formulaire dont le Roi détermine le modèle.

L'original de l'acte est annexé à l'effet protesté.

L'huissier de justice ou l'agent visé à l'article 1er laisse une copie de l'acte de protêt au domicile où il l'a dressé.

S'il n'est trouvé personne ... (la suite comme au projet)".

Article 4.

Le texte suivant, qui a reçu l'accord des fonctionnaires délégués, est proposé :

"Article 4.-

L'acte de protêt énonce :

1° les nom et prénoms, la raison sociale ou la dénomination particulière du requérant, du tireur et du tiré ou souscripteur ainsi que leur domicile ou siège social

.../...

et le numéro d'immatriculation à la taxe sur la valeur ajoutée ou le cas échéant, la mention "non assujetti", en abrégé N.A., si ces mentions sont indiquées sur l'effet à protester;

2° à 8° ... (comme au projet);

9° le détail des droits et frais formant le coût de l'acte".

Article 6.

La fin du premier alinéa serait mieux rédigée comme suit :

" ... ou par la Régie des postes, pour les actes dressés par ses agents".

Articles 8 et 10.

Ces deux dispositions règlent un même objet : l'une, par la voie d'une modification de l'article 443 du Code de commerce, l'autre, par un texte autonome qui déroge au dit article 443.

Ces deux articles devraient être fusionnés en un seul qui serait divisé en deux paragraphes reprenant, le premier, l'article 443 en projet, le second l'article 8 du projet.

.../...

Par ailleurs, dans un souci de logique et de bonne coordination des textes législatifs, il y aurait lieu de faire de l'article ainsi proposé une disposition autonome de la future loi sur les protêts et non point une disposition modificative du Code de commerce.

Si cette suggestion est retenue, l'article 443 du Code de commerce doit être abrogé.

Au surplus, l'article 443 prévu au projet (devenant le § 1er de l'article x du projet) devrait être rédigé comme suit :

"Article ...

§ 1er. Dans les dix premiers jours de chaque mois, délai qui est prolongé jusqu'au plus prochain jour ouvrable si le dixième jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié ... (la suite de l'alinéa comme au projet).

Ce tableau contient les mentions suivantes si elles sont indiquées sur l'effet protesté ou sur l'acte de protêt :

- 1° les lieu et date du protêt;
- 2° les nom et prénoms, raison sociale ou dénomination particulière du bénéficiaire du billet à ordre ou du tireur de la lettre de change ainsi que son domicile ou siège social et son numéro d'immatriculation à la taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, la mention "non assujetti", en abrégé N.A.;

.../...

3° les nom et prénoms, raison sociale ou dénomination particulière du souscripteur du billet à ordre ou de l'accepteur de la lettre de change ainsi que son domicile ou siège social et le numéro d'immatriculation ... (la suite comme au projet);

4° à 6° (comme au projet).

Semblable tableau sera envoyé ... (comme au projet).

Ces tableaux resteront déposés ... (comme au projet).

§ 2. Le protêt n'est pas porté au tableau établi en exécution du § 1er si l'huissier de justice ... (comme au projet).

Cette attestation est établie au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par le Roi".

Article 9.

Cet article est rédigé comme suit :

"Article 9.-

Le Roi est autorisé, pour les localités où Il le juge utile et dans les limites à déterminer par Lui, à permettre aux huissiers de justice et aux agents visés à l'article 1er, de déroger, à l'égard des actes de protêt, aux dispositions de l'article 47 du Code judiciaire".

.../...

Cette disposition, en tant qu'elle permettrait au Roi de déroger à l'article 47 du Code judiciaire en ce qui concerne les jours où des actes de protêt pourraient être dressés ne se concilie pas avec l'article 72 des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre, laquelle loi règle la matière conformément à la Convention internationale du 7 juin 1930, qui a établi une loi uniforme en la matière.

En tant qu'elle fixe les heures où des protêts pourraient être dressés, la disposition est dépourvue de toute utilité. Elle est reprise de la législation actuelle qui n'a reçu aucune application depuis plus de cent ans.

Articles 11 à 19.

Par souci de clarté, il y a lieu de consacrer un article du projet aux modifications apportées au Code des droits d'enregistrement, d'une part, (articles 11 à 14) et au Code des droits de timbre, d'autre part (articles 15 à 19).

Ce texte devrait être rédigé comme suit :

"Article ...

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939.

...

1° 'article 10 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. Les droits d'enregistrement sont proportionnels ou fixes".

.../...

2° L'article 11, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Les droits proportionnels ou fixes spécifiques sont perçus suivant le tarif établi par le présent Code".

3° L'article 157, modifié par la loi du 14 août 1947, l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 157. ... (la suite comme au projet)".

4° L'article 158 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 158. ... (comme au projet, en remplaçant, au second alinéa, le mot "sur" par "pour")".

Article ...

A l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951 et modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 sont apportées des modifications suivantes :

1° L'article 10, modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 est abrogé.

.../...

- 2° L'article 25, alinéa 3, y inséré par la loi du 21 décembre 1962 et modifié par la loi du 5 mai 1970 est abrogé.
- 3° L'article 37, modifié par la loi du 5 juillet 1963 est abrogé.
- 4° Dans l'article 42, alinéa 1er, modifié par l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, les mots "les écrits visés aux articles 4, 8, 9 et 10" sont remplacés par les mots "les écrits visés aux articles 4, 8 et 9".
- 5° L'article 59¹, 38°, est remplacé par la disposition suivante :
"38 ... (comme au projet)".

Articles à insérer avant l'article 20.

Avant l'article 20 du projet, il y a lieu d'insérer les articles suivants :

"Article ...

L'article 443 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, formant l'article 443 du Code de commerce est abrogé.

(N.B.) : voir observation sur les articles 8 et 10 du projet).

Article ...

A l'article 67 de la loi du 1er mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, les mots "La loi du 10 juillet 1877 sur les protêts" sont remplacés par les mots "La loi sur les protêts".

.../...

Article ...

L'article 31, alinéa 5 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, est remplacé par la disposition suivante : "Il n'est pas dérogé à l'article 2 de la loi sur les protêts".

*

*

*

Article 20.

Cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 20.-

La loi du 10 juillet 1877 sur les protêts, modifiée par l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, la loi du 15 juillet 1952, la loi du 5 juillet 1963 et les lois coordonnées du 31 décembre 1955, est abrogée".

MEMORIE VAN TOELICHTING.

In de opsomming van de teksten die betrekking hebben op het protest moet ook melding worden gemaakt van de wet van 26 december 1956 op de postdienst, waarvan de artikelen 3, 5, 13 en 17 met de zaak verband houden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

In de aanhef is de vermelding van het advies van de Raad van State overbodig; dat advies moet immers bij de memorie van toelichting worden gevoegd.

*

* *

Artikel 2.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden ingericht :

"Artikel 2.-

Het protest wordt gedaan :

- aan de woonplaats vermeld ...
- aan de woonplaats van de personen ...
- aan de woonplaats van de derde acceptant ...".

.../...

Artikel 3.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

De protestakte en de door deze wet vereiste afschriften worden opgesteld met gebruikmaking van een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld.

Het origineel van de akte wordt aan het protesteerde effect gehecht.

De gerechtsdeurwaarder of de in artikel 1 bedoelde ambtenaar laat een afschrift van de protestakte achter in de woonplaats waar hij de akte heeft opgemaakt.

Indien in de woonplaats ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst, waarmede de gemachtigde ambtenaren hebben ingestemd, voorgesteld :

"Artikel 4.-

De protestakte vermeldt :

1° de naam en de voornamen, de handelsnaam of de bijzondere benaming van de lastgever, de trekker en de be-

.../...

trokkene of de ondertekenaar, alsook hun woonplaats of maatschappelijke zetel en het registratienummer voor de belasting over de toegevoegde waarde of, in voorkomend geval, de vermelding "niet belastingplichtig", afgekort "N.B.", indien die vermeldingen op het te protesteren effect voorkomen;

2° tot 8° ... (zoals in het ontwerp);

9° omstandig, alle op de akte vallende rechten en kosten".

Artikel 6.

Het eerste lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Een afschrift van ... door de gerechtsdeurwaarder, of door de Regie der posterijen, voor de akten die door haar ambtenaren zijn opgemaakt".

Artikelen 8 en 10.

Deze beide bepalingen regelen eenzelfde ontwerp : de ene door middel van een wijziging van artikel 443 van het Wetboek van Koophandel, de tweede door middel van een autonome tekst die van dat artikel 443 afwijkt.

.../...

Beide artikelen zouden moeten worden samengevoegd tot een enkel artikel, te verdelen in twee paragrafen, een met de inhoud van het ontworpen artikel 443, de tweede met die van artikel 8 van het ontwerp.

Ter wille van een logische en behoorlijke coördinatie van de wetteksten zou van het aldus voorgestelde artikel een autonome bepaling van de toekomstige wet op het protest en niet een bepaling tot wijziging van het Wetboek van Koophandel moeten worden gemaakt.

Wordt dit voorstel aanvaard, dan moet artikel 443 van het Wetboek van Koophandel worden opgeheven.

Bovendien zou het in het ontwerp voorgestelde artikel 443 (dit wordt dan § 1 van artikel x van het ontwerp) als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel ...

§ 1. Binnen de eerste tien dagen van elke maand, welke termijn tot de eerstvolgende werkdag verlengd wordt indien de tiende dag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is ... (het vervolg van dit lid zoals in het ontwerp).

In die lijst worden de volgende gegevens vermeld, voor zover zij op het geprotesteerde effect of in de protestakte voorkomen :

- 1° de plaats en de datum van het protest;
- 2° de naam en de voornamen, de handelsnaam of de bijzondere benaming van de nemer van het orderbriefje of van de trekker van de wisselbrief, alsook zijn woon-

plaats of maatschappelijke zetel en zijn registratienummer voor de belasting over de toegevoegde waarde of, in voorkomend geval, de vermelding "niet belastingplichtig", afgekort "N.B.";

3° de naam en de voornamen, de handelsnaam of de bijzondere benaming van de ondertekenaar van het orderbriefje of van de acceptant van de wisselbrief, alsook zijn woonplaats of maatschappelijke zetel en het registratienummer ... (voorts zoals in het ontwerp);

4° tot 6° (zoals in het ontwerp).

Zodanige lijst wordt ... (zoals in het ontwerp).

De lijsten blijven berusten ... (zoals in het ontwerp)

§ 2. Het protest wordt niet op de ter uitvoering van § 1 opgemaakte lijst gebracht indien de gerechtsdeurwaarder ... (zoals in het ontwerp).

Die verklaring wordt opgesteld met gebruikmaking van een formulier waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld".

Artikel 9.

Dit artikel is als volgt geredigeerd :

"Artikel 9.--

De Koning kan aan de gerechtsdeurwaarders en de in artikel 1 bedoelde ambtenaren verlof geven om,

.../...

voor de protesten, af te wijken van het bepaalde in artikel 47 van het Gerechtelijk Wetboek, in de plaatsen waar Hij zulks dienstig acht en binnen de grenzen die Hij stelt".

Voor zover die bepaling de Koning zou machtigen om van artikel 47 van het Gerechtelijk Wetboek af te wijken wat betreft de dagen waarop protestakten zouden kunnen worden opgemaakt, is zij niet overeen te brengen met artikel 72 van de gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes, welke die aangelegenheid regelen overeenkomstig het Internationaal Verdrag van 7 juni 1930 dat ter zake een eenvormige wet heeft vastgesteld.

Voor zover zij bepaalt op welke uren protesten zouden kunnen worden gedaan, is de bepaling zonder nut. Zij is ontleend aan de huidige wetgeving die sedert meer dan honderd jaar geen toepassing heeft gevonden.

Artikelen 11 tot 19.

Duidelijkheidshalve dient een artikel van het ontwerp te worden gewijd aan de wijzigingen die worden aangebracht in het Wetboek der registratierechten (artikelen 11 tot 14) en een ander aan de wijzigingen in het Wetboek der zegelrechten (artikelen 15 tot 19).

Die tekst zou als volgt moeten worden gere-
digeerd :

.../...

"Artikel ...

In het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 ... worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 10 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10. Er zijn evenredige en vaste registratierechten".

2° Artikel 11, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De evenredige en de specifieke vaste rechten worden geheven volgens het in dit Wetboek vastgestelde tarief".

3° Artikel 157, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947, het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en het koninklijk besluit van 16 januari 1975 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 157. ... (zoals in het ontwerp)".

4° Artikel 158 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 158. ... (zoals in het ontwerp, maar in het tweede lid vervange men het woord "op" door "voor")".

Artikel ...

In het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, bekrachtigd bij de wet van 14 juli 1951 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° Artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt opgeheven.
- 2° Artikel 25, derde lid, aldaar ingevoegd bij de wet van 21 december 1962 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 1970, wordt opgeheven.
- 3° Artikel 37, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963 wordt opgeheven.
- 4° In artikel 42, eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 16 september 1947, worden de woorden "de in de artikelen 4, 8, 9 en 10 beoogde geschriften" vervangen door de woorden "de in de artikelen 4, 8 en 9 bedoelde geschriften".
- 5° Artikel 59¹, 38°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"38° ... (zoals in het ontwerp)".

Artikelen in te voegen vóór artikel 20.

Vóór artikel 20 dienen de volgende artikelen te worden ingevoegd :

"Artikel ...

Artikel 443 van de wet van 18 april 1851 op de faillissementen, dat artikel 443 van het Wetboek van Koophandel vormt, wordt opgeheven.

(N.B. : zie de opmerking bij de artikelen 8 en 10 van het ontwerp).

Artikel ...

In artikel 67 van de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en de inwerkingtreding van deze wet worden de woorden "de wet van 10 juli 1877 op de protesten" vervangen door de woorden "de wet op het protest".

Artikel ...

Artikel 31, vijfde lid, van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen wordt door de volgende bepaling vervangen : "Er wordt niet afgeweken van artikel 2 van de wet op het protest".

*

* *

Artikel 20.

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

De wet van 10 juli 1877 op de protesten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939, het besluit van de Regent van 26 juni 1947, de wet van 15 juli 1952, de wet van 5 juli 1963 en de gecoördineerde wetten van 31 december 1955, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
Ch. HUBERLANT,

M. VERSCHELDEN,

C. DESCHAMPS,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRYCKMANS, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier.
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRYCKMANS, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.